

## DÉCLARATION LIMINAIRE F3SCTD DU MARDI 14 MAI 2024

Le ministère s'entête à vouloir mettre en place le projet conservateur et passéiste du « choc des savoirs » présenté il y a quelques mois par Gabriel Attal devenu Premier ministre. Ce projet est néfaste à l'École pour les élèves et pour les personnels. Au lieu d'en guérir les maux, il renonce à les voir et va les accroître !

À l'appel des organisations syndicales FSU, UNSA éducation, FNEC FP FO, et Sgen-CFDT, nous nous opposons à ce plan qui :

- trie socialement les élèves en organisant les cours de mathématiques et de français en groupes de niveau, ce qui va inmanquablement accentuer les inégalités scolaires ;
- remet en cause le droit égal d'accès à la poursuite d'étude pour tous les élèves, principe fondateur de l'École publique, en conditionnant l'accès direct au lycée par la mise en place de classes prépa-seconde en LGT ou LP pour les élèves admis en classe de seconde mais échouant au diplôme national du brevet au lieu de fournir tous les moyens nécessaires pour la réussite des élèves ;
- désorganise les collèges par la réorientation de l'utilisation de la marge, accentuant encore les inégalités, la détérioration des emplois du temps et la réduction ou la suppression d'enseignements disciplinaires, de dédoublements ou d'options ;
- va dégrader considérablement les conditions de travail par la grande insuffisance des postes et la surcharge des classes ;
- remet en cause la liberté pédagogique avec des méthodes, des manuels et des progressions communes imposés ;
- dépossède les enseignant-es de leur expertise professionnelle notamment par l'imposition d'évaluations nationales standardisées à tous les niveaux.

Nous dénonçons les fondements de cette politique au détriment des élèves les plus fragiles et socialement défavorisés.

Nous dénonçons leurs conséquences qui ne feront qu'aggraver les conditions de travail des enseignantes et enseignants, mais aussi de tous les personnels.

Nous dénonçons le risque important de voir apparaître des classes de niveau en collègue.

Pour défendre l'École publique, l'accès à une culture commune pour tous les élèves, la liberté pédagogique et les conditions de travail, nous demandons l'abandon de ce projet de réforme et un investissement massif pour l'École publique et la réussite de tous les élèves.